

SOUTIEN DU FÉDÉRAL ET DES ÉTATS AUX ÉTATS-UNIS

RÉSUMÉ

Cette étude est une mise à jour bonifiée d'études réalisées en 1990 et en 1998 par Grey, Clark, Shih and Associates Limited (GCS, sur le soutien offert aux agriculteurs et producteurs laitiers aux États-Unis. Cette analyse de plus grande envergure a été rendue possible en raison de la plus grande disponibilité de renseignements publics sur les programmes des États et sur les avantages estimatifs offerts par les États et par les administrations locales pour les ouvrages d'irrigation subventionnés. Toutes les mesures de soutien offert directement et indirectement à la production et à la transformation agricoles aux États-Unis ont été examinées. Toutefois, bien que toutes les mesures spécifiques aient été tenues en compte, tous les avantages découlant de ces programmes ne sont pas inclus, soit à cause du manque de renseignements pour les évaluer, soit parce que les avantages étaient jugés trop éloignés du secteur laitier.

Mesures de soutien totales pour la production laitière aux États-Unis

La totalité des mesures de soutien à la production laitière aux États-Unis, offertes par l'État fédéral, les États et les administrations locales, au cours de l'exercice 2003, est estimée à 18,48 \$ US l'hectolitre ou 8,11 \$ le 100 lbs de lait. En dollars canadiens¹, les mesures de soutien de l'État fédéral et des États au cours de l'exercice 2003 s'élevaient à 25,90 \$ CAN l'hectolitre ou encore, 25,90 ¢ le litre.

Sommaire des subventions des États-Unis au secteur laitier (2003)

	100 lbs.		Hectolitre	
	\$ US	\$ CAN	\$ US	\$ CAN
État fédéral	6,21	8,71	14,15	19,83
États/adm. loc.	1,90	2,66	4,33	6,07
Total	8,11	11,37	18,48	25,90

Prix à la ferme (2003)

	100 lbs.		Hectolitre	
	\$ US	\$ CAN	\$ US	\$ CAN
Canada	19,17	26,86	43,90	61,52
États-Unis	12,86	18,02	29,30	41,06

L'étude évalue qu'en 2003 :

- les subventions et mesures de soutien de l'État fédéral à l'agriculture - la totalité des programmes du ministère de l'Agriculture (USDA), l'irrigation et les stimulants pour l'énergie de biomasse - est 113 523 800 000 \$ US;
- la valeur totale des mesures de soutien des États et des administrations locales, y compris les subventions à l'irrigation, s'élève à 24 806 191 561 \$ US;
- les subventions fédérales totales à la production laitière s'élèvent à 10 578 907 216 \$ US;
- la valeur totale des mesures de soutien pour la production laitière offerte par les États et les administrations locales s'élève à 3 237 374 346 \$ US.

¹ Selon le taux de change moyen de la Banque du Canada pour 2003 (1,40146175)

Pour comprendre la dynamique et l'influence des mesures de soutien intérieur non encadrées par l'OMC, GCS a comparé les coûts de production et les prix à la ferme du lait aux États-Unis.

Les coûts de production du lait² aux États-Unis:

2002	18,87 \$ le 100 lbs.
2003	19,22 \$ le 100 lbs

Les revenus par quintal de lait aux États-Unis:

2002	12,47 \$ le 100 lbs
2003	12,86 \$ le 100 lbs

Les mesures de soutien estimatives de 8,11 \$ le quintal pour la production laitière aux États-Unis en 2003 étaient équivalentes à 42,2 % du coût de production

Ces subventions représentent près du double du manque à gagner provenant du marché. Elles permettent aux producteurs américains de vendre en deçà de leur plein coût de production, de sorte qu'ils n'ont pas à tirer un profit du marché et qu'ils sont à l'abri des pressions internationales relativement au prix. Ces mesures de soutien, auxquelles s'ajoutent les avantages du *Dairy Export Incentive Program* (DEIP) facilitent les exportations.

Manifestement, ce sont les mesures de soutien des pouvoirs publics et non les forces du marché qui influent sur les décisions de production et sur le revenu agricole aux États-Unis. L'analyse révèle que le soutien aux producteurs laitiers américains est équivalent à 2,00 \$ US le kg de beurre. On se pose la question suivante : quel serait le tarif supplémentaire nécessaire si les producteurs laitiers américains devaient obtenir tout leur revenu par l'entremise du marché, comme leurs confrères canadiens?

Équivalent tarif <i>ad valorem</i> et subventions aux producteurs laitiers des États-Unis			
Beurre, États-Unis	\$ US/kg	Niveau de protection en termes <i>ad valorem</i>	
		prix mondial de 1 \$ US/kg (Août 2002)	Prix mondial de 2 \$ US/kg (2005)
Tarif des États-Unis	1,54/kg	154 %	77 %
Versements directs estimés	2,00/kg	200 %	100 %
Tarif équivalent requis si la protection est fondée uniquement sur les tarifs	3,24/kg	354 %	177 %

Comme l'illustre le tableau de la page précédente, il faudrait un tarif supplémentaire d'entre 100 % et 200 % par kg de beurre pour atteindre un niveau de tarif qui permettrait aux producteurs américains de tirer 100 % de leur revenu du marché plutôt que des subventions. Pour faire une comparaison avec le beurre canadien, nous avons converti chacun des tarifs en tarifs *ad valorem*.

² La source pour toutes les données des États-Unis pour 2002-2003 est la suivante : www.ers.usda.gov/Data/CostsandReturns/data/current/c-milk.xls

Le tarif canadien pour le beurre est de 298 % et il se trouve à peu près à mi-chemin entre le niveau estimatif des tarifs qui serait nécessaire pour que les producteurs américains tirent du marché 100 % de leur revenu.

GCS a aussi fait une analyse comparable pour le coton et pour le riz, ainsi que pour un certain nombre d'autres produits, concluant que les subventions permettent à un pays d'avoir des tarifs plus bas.

Conclusions

Il ressort de cette analyse que :

1. La solution universelle (à prendre ou à laisser) préconisée par le pays qui verse le plus de subventions est loin de convenir à tous les pays.
2. Les pays les plus riches, par des subventions généreuses ou d'autres types de mesures de soutien, peuvent protéger leur secteur agricole de la libéralisation de l'accès aux marchés.
3. Il y a des liens dont il faut tenir compte dans les négociations de l'OMC entre les subventions et les tarifs/ contingents tarifaires; faute de prendre en compte ces liens, on perpétuera et on accentuera le déséquilibre dans les règles et les conditions de la concurrence imposées par l'OMC dans le domaine du commerce agricole.
4. Le recours à des mesures de soutien intérieur de la catégorie verte ou *de minimis* produit généralement un sérieux effet de distorsion sur la production et le commerce.